



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 11 mai 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Étude : L'essor économique de la côte Ouest, 2005	2
L'économie de la Colombie-Britannique a connu une forte reprise après la période de marasme qu'elle avait connue au cours des années 1990, selon une nouvelle étude qui paraît aujourd'hui dans <i>L'observateur économique canadien</i> . Toutefois, l'essor que connaît la province engendre rapidement des pénuries, plus particulièrement en ce qui a trait à la main-d'oeuvre.	
Étude : L'emploi en sciences et en génie dans les centres métropolitains du Canada et des États-Unis, 1981 à 2001	5
Si l'on se fie à l'importance de leur main-d'oeuvre en sciences et en génie, les villes canadiennes, Ottawa, Calgary et Toronto étant venues en tête, possèdent la même capacité d'innovation que les villes américaines.	
Étude : Le revenu familial et le bien-être des enfants, 1994 à 1998	8
Indice des prix des logiciels commerciaux, mars 2006	9
Liste intérimaire des changements de limites, de statut et de nom des municipalités, du 2 janvier 2005 au 1er janvier 2006	9

Nouveaux produits



Communiqués

Étude : L'essor économique de la côte Ouest

2005

L'économie de la Colombie-Britannique a connu une forte reprise après la période de marasme qu'elle avait connue au cours des années 1990, selon une nouvelle étude qui paraît aujourd'hui dans *L'observateur économique canadien*.

Bien que plusieurs facteurs aient suscité une croissance généralisée dans la province depuis 2001, l'essor qu'elle connaît engendre rapidement des pénuries, plus particulièrement en ce qui concerne la main-d'oeuvre. Le raffermissement de l'économie a déjà entraîné le taux de chômage de la Colombie-Britannique à un creux inégalé.

Pour que ces pénuries ne nuisent pas aux perspectives de croissance, la Colombie-Britannique n'a que quelques solutions, soit d'attirer plus de gens sur son territoire, d'inciter plus de personnes à entrer sur le marché du travail ou de tirer un meilleur rendement de ses travailleurs en augmentant la productivité.

Elle aura aussi le défi d'attirer les travailleurs vers ses régions éloignées, surtout quand on considère la croissance si rapide de sa voisine l'Alberta.

En outre, l'étude conclut que la Colombie-Britannique mérite tout à fait sa réputation de plaque tournante canadienne vers une Asie en plein essor économique.

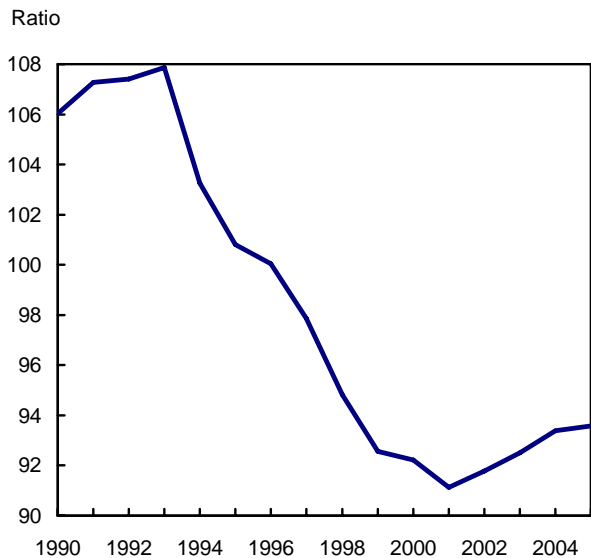
Les prix record des produits de base ont fait revivre les industries minières de la Colombie-Britannique, notamment celles des métaux et du charbon, bien que les forêts aient été en proie au marasme.

Les projets liés à l'infrastructure pour l'acheminement d'une masse grandissante de marchandises en direction et en provenance de l'Asie stimulent la construction dans la province, alors que les travaux en prévision des Jeux Olympiques de 2010 ne font que commencer.

La «décennie perdue» des années 1990

Après avoir été le chef de file de la croissance économique au pays de 1984 à 1990, la Colombie-Britannique a pris du retard durant les années 1990. Le produit intérieur brut (PIB) réel par habitant de la Colombie-Britannique a chuté, étant passé d'un niveau de 8 % supérieur à la moyenne du reste du pays en 1992 à un niveau de 8 % inférieur en 2002, après quoi devait s'amorcer un mouvement de reprise.

Ratio du PIB réel par habitant de la Colombie-Britannique au reste du Canada



Le gros de la faiblesse constatée au cours des années 1990 s'explique par une période léthargique prolongée en ce qui avait trait à la demande de logements. La construction résidentielle avait fléchi de près de 25 %. La faiblesse du marché de l'habitation tenait en partie à un net ralentissement de la croissance démographique observé après 1995, ainsi qu'à la correction d'un marché où les prix étaient exorbitants. Les prix de la construction résidentielle ont diminué de 10 % de 1994 à 2000.

Aussi, les investissements des entreprises n'ont guère bougé dans les années qui ont suivi la crise asiatique de 1997, ayant crû de moins de 1 milliard de dollars (moins de 10 %) jusqu'en 2002.

La croissance reprend après 2001

La croissance économique en Colombie-Britannique a atteint un creux de 0,6 % en 2001. Depuis, cependant, le PIB réel s'est élevé en moyenne de 3,4 % par année dans cette province, soit un rythme supérieur à la moyenne nationale.

L'habitation a d'abord mené ce mouvement de relance, ayant connu un taux annuel de croissance de 10 % et plus pour une progression totale de près de 80 % depuis 2000. Il s'agissait de la hausse la plus

élevée au Canada, qui a surpassé la moyenne nationale dans un contexte de faibles taux d'intérêt.

Les prix des logements ont réagi à l'essor de la demande en recouvrant les pertes subies durant les années 1990. Dans l'ensemble de la construction résidentielle, les prix ont augmenté de 20 % depuis 2000.

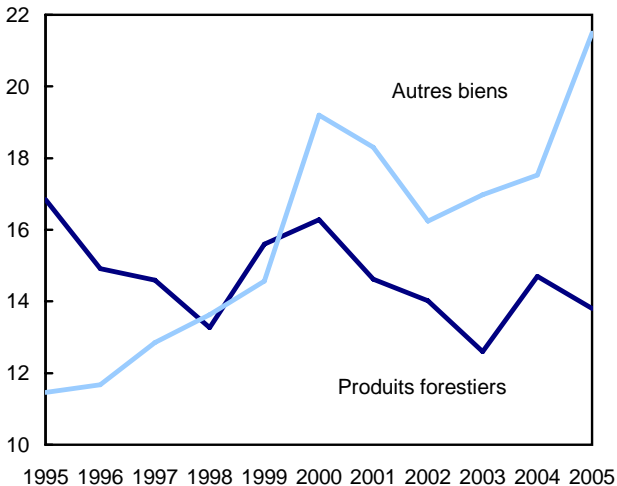
Les investissements se sont mis à monter en 2003 lorsque le commerce avec la Chine et les bénéfices des sociétés ont commencé à croître rapidement. Les dépenses d'investissement ont crû de 4 milliards depuis 2003 et elles devraient se chiffrer à 17,8 milliards cette année.

Les investissements liés à l'exploitation minière, y compris l'exploitation pétrolière et gazière, ont grimpé, étant passés de 2,4 milliards de dollars à 4,0 milliards de dollars l'an dernier. Même si les sociétés minières prévoient que leurs investissements rétréciront pour passer à 3,5 milliards cette année, les transports et les services publics seront là pour compenser.

Soutenues par la demande d'investissement, les industries de biens d'équipement ont dominé au tableau de la croissance des livraisons manufacturières ces deux dernières années. Après avoir progressé d'environ 5 % par an de 1999 à 2003, les livraisons de ces biens ont fait un bond de 33 % de 2003 à 2005, conséquence de la montée soudaine de l'activité de construction sur la côte Ouest.

Les exportations d'autres biens dépassent celles de produits forestiers

En milliards de dollars



Alors que les exportations de la Colombie-Britannique sont en croissance lente depuis le début de la présente décennie, leur composition

a évolué notablement. Pendant le plus clair des années 1990, les exportations de produits forestiers ont laissé dans l'ombre les exportations de tous les autres produits. À partir de 2000, toutefois, les exportations d'autres biens ont dépassé celles des produits forestiers, la hausse ayant été surtout attribuable aux exportations d'énergie.

Cette variation de la composition des marchandises exportées par la province correspond à une évolution de leur destination. Depuis 2001, la part des États-Unis est passée de 70,0 % à 64,0 %, alors que celle de l'Asie a fait un bond, passant de 20,5 % à 24,0 %. Ainsi, la Colombie-Britannique dépend moins du marché américain que le reste du pays. À l'inverse, elle est tournée vers l'Asie presque cinq fois plus que le reste du Canada, dont la part asiatique des exportations s'établit à 5 %.

Le marché du travail se raffermi

En 2004 et 2005, tous les secteurs de la demande ont progressé de conserve. Les dépenses de consommation ont affiché leurs plus fortes hausses en 10 ans. Le marché de l'habitation a continué à croître à un taux de 10 % et plus. Les investissements des entreprises se sont accélérés, alors que les exportations sont sorties d'une léthargie de trois ans, les revenus qu'elles ont générés ayant enregistré une augmentation de 16 % en 2004 et en 2005.

La nature étendue de cette croissance aide à expliquer le soudain raffermissement du marché du travail observé durant les deux dernières années.

L'emploi a repris après 2001 et surtout au cours des deux dernières années. Le mouvement en dents de scie de cette croissance provenait en majeure partie de l'extérieur de Vancouver, ville où l'emploi est en progression stable depuis 1990. Dans le reste de la province, l'emploi a cependant fléchi de 1996 à 2001 pour ensuite s'élever de 10,4 %, animant ainsi le renouveau qui s'est opéré en Colombie-Britannique.

En ce qui concerne les progressions d'emplois, ce sont la construction et les services immobiliers qui ont dominé, ce qui reflète l'essor du marché de l'habitation qui devait faire monter les mises en chantier de 12 000 à 31 000 logements de 2000 à 2005.

La forte dépendance du mouvement de croissance à l'égard de la construction et de l'habitation importe pour diverses raisons. Elle aggrave les pénuries en mobilisant des compétences qui n'appartiennent qu'au petit nombre. Cette constatation vaut tout particulièrement pour les emplois en construction et dans les services immobiliers. Relativement peu d'immigrants sont présents dans ces activités, lesquelles forment le seul secteur de croissance récente de la main-d'oeuvre.

Depuis 1997, la croissance démographique s'est nettement décélérée en Colombie-Britannique. Ce ralentissement s'explique plus par la migration interprovinciale que par la migration internationale.

Le redressement soudain de l'emploi, joint à une faible croissance des effectifs démographiques et de la population active, a entraîné le taux de chômage à un creux sans précédent. Cela se remarque d'emblée à l'extérieur de Vancouver, où un taux de chômage qui était presque supérieur à 10 % en 2002 n'était plus que de 6 % l'an dernier, soit un taux inférieur aux creux atteints au cours des premières années de la décennie 1990.

À Vancouver même, le taux de chômage s'établissait à 5,7 % l'an dernier. Il était ainsi proche de son creux de 2000 mais nettement inférieur à sa valeur de 8 % affichée pendant la plus grande partie des années 1990.

Comme la croissance démographique et la progression de la population active accusent un retard en Colombie-Britannique par rapport à leurs sommets des années 1990, un autre remède possible aux pénuries de travailleurs est une exploitation plus efficiente de la main-d'oeuvre.

Dans les années 1990, la production par heure travaillée en Colombie-Britannique a été inférieure à celle du reste du pays, s'élevant de moins de 1 % par année. Elle s'est redressée récemment grâce à la relance des investissements, mais elle demeure toujours en deçà de la moyenne canadienne, en partie à cause du plus grand nombre d'emplois à temps partiel dans la province. Il y aurait donc d'amples possibilités d'y améliorer l'utilisation de la main-d'oeuvre.

L'étude intitulée «L'essor économique de la côte Ouest» est accessible gratuitement en ligne et paraît dans le numéro en ligne de mai 2006 de *L'observateur économique canadien*, vol. 19, n° 5 (11-010-XIB, gratuit) accessible sur notre site Web à partir de la page *Nos produits et services*. La version mensuelle imprimée de *L'observateur économique canadien*, vol. 19, n° 5 (11-010-XPB, 25 \$ / 243 \$) paraîtra le jeudi 18 mai.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Philip Cross au (613) 951-9162 (oc@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture. ■

Étude : L'emploi en sciences et en génie dans les centres métropolitains du Canada et des États-Unis

1981 à 2001

Si l'on se fie à l'importance de leur main-d'oeuvre en sciences et en génie, les villes canadiennes, Ottawa, Calgary et Toronto étant venues en tête, possèdent la même capacité d'innovation que les villes américaines.

De nombreux analystes soutiennent que l'économie canadienne supporte mal la comparaison avec l'économie américaine lorsqu'il est question de capacité d'innovation, celle-ci dépendant essentiellement de la disponibilité de scientifiques et d'ingénieurs dûment formés.

Les analystes soulignent de plus en plus l'importance des villes à titre de foyers d'innovation. À cet égard, la Silicon Valley est considérée comme étant la région de l'innovation par excellence. Une étude publiée aujourd'hui compare la capacité d'innovation des régions métropolitaines du Canada et des États-Unis selon la part de l'emploi total que représentent les professions en sciences et en génie.

En 2001, les scientifiques et les ingénieurs représentaient 5,6 % de l'ensemble des emplois rémunérés dans les régions métropolitaines, ce qui se compare avantageusement à la proportion de 5,1 % observée aux États-Unis.

Il y a 20 ans, les proportions enregistrées dans les deux pays étaient presque identiques, soit 2,9 % au Canada et 3,0 % aux États-Unis. La progression de l'emploi en sciences et en génie dans les villes canadiennes a été plus rapide que dans les régions métropolitaines américaines au cours de ces deux décennies.

San Jose, en Californie, arrivait en tête des 316 centres urbains où a été mesurée la part des emplois en sciences et en génie – cette région comprend le comté de Santa Clara, où se trouve la Silicon Valley. En 2000, les scientifiques et les ingénieurs y représentaient 15,7 % de l'emploi rémunéré, soit le triple de la moyenne nationale américaine.

C'est Ottawa–Gatineau, la «Silicon Valley du Nord», qui venait au deuxième rang, enregistrant une part de 11,6 %, ce qui représente le double de la moyenne nationale canadienne.

Outre Ottawa–Gatineau, deux autres villes canadiennes se sont classées parmi les 30 premiers centres urbains. Calgary, où les emplois en sciences et en génie représentaient 7,6 % de l'emploi total, s'est classée au 22^e rang et Toronto, affichant une proportion de 6,7 %, s'est située au 30^e rang.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est fondé sur un document de recherche diffusé aujourd'hui, qui compare la place relative de l'emploi en sciences et en génie au Canada et aux États-Unis.

Aux fins de l'étude, l'emploi en sciences et en génie est défini d'après la profession des travailleurs.

Cette définition englobe les travailleurs dont la profession exige des connaissances en sciences et en génie. Ces professions sont déterminées selon la même approche que celle utilisée par la National Science Foundation des États-Unis et elles comprennent les informaticiens, les mathématiciens, les spécialistes des sciences de la vie et des sciences associées, les spécialistes des sciences physiques et des sciences associées, les spécialistes des sciences sociales et des sciences associées ainsi que les ingénieurs.

Les données utilisées dans le cadre de l'étude proviennent des recensements effectués au Canada en 1981 et en 2001 et des recensements américains de 1980 et de 2000. Cela signifie que les comparaisons entre villes canadiennes et américaines reposent sur des données d'années adjacentes (1980/1981 et 2000/2001).

L'étude a comparé 316 centres canadiens et américains comptant une population supérieure à 100 000 habitants, étant donné que tous ces centres se font concurrence pour attirer les travailleurs talentueux en sciences et en génie. L'étude a permis de constater que les augmentations au chapitre du capital humain au Canada sont associées à une croissance plus marquée de la productivité, ce qui contribue beaucoup à la croissance économique à long terme. Les professions en sciences et en génie exigent d'importants investissements en capital humain.

Toronto se classait au septième rang en Amérique du Nord au chapitre de l'emploi total en sciences et en génie

En chiffres absolus, ce sont trois centres urbains américains qui comptaient la plus importante main-d'oeuvre en sciences et en génie.

Il s'agit de la région composée de New York et du nord-est du New Jersey, de celle de Washington, D.C., soit le Maryland et la Virginie, et de celle de Los Angeles et de Long Beach.

Le centre canadien où l'on enregistre le nombre le plus élevé d'emplois en sciences et en génie est la région métropolitaine de recensement de Toronto, celle-ci comptant près de 161 600 scientifiques et ingénieurs en 2001 et se situant tout juste derrière Boston et tout juste devant Dallas–Forth Worth.

Montréal venait au 16^e rang des 30 plus grands centres nord-américains, comptant un peu plus de 91 500 emplois en sciences et en génie. Il y avait deux autres centres canadiens parmi les 30 premiers, soit Ottawa–Gatineau (21^e) et Vancouver (26^e).

Les emplois en sciences et en génie sont concentrés dans les grandes régions métropolitaines

L'étude a mis en lumière une forte association positive entre, d'une part, la taille d'une ville, et d'autre part la proportion de sa main-d'oeuvre appartenant à des professions en sciences et en génie ainsi que l'augmentation de cette proportion au fil du temps.

Les grandes villes ont obtenu de meilleurs résultats que les villes plus petites. Non seulement les grandes villes avaient un avantage marqué, mais cet avantage s'est accentué. En moyenne, c'est dans les grandes villes que la part de l'emploi en sciences et en génie a connu la hausse la plus forte entre 1981 et 2001.

En 2001, l'emploi en sciences et en génie représentait en moyenne 6,3 % des emplois rémunérés dans les régions métropolitaines comptant une population de plus de 4 millions de personnes. Cette proportion n'était que de 3,3 % dans les régions dont la population se situait entre 100 000 et 249 999 habitants.

Cet avantage des villes de grande taille s'explique peut-être par le fait que leur économie engendre une plus forte demande de scientifiques et d'ingénieurs. Par exemple, les secteurs de haute technologie, qui comptent parmi leurs employés de nombreux scientifiques et ingénieurs, ont tendance à être plus concentrés dans les grandes villes.

Il est également probable que les grandes villes présentent plus d'attraits pour les scientifiques et les ingénieurs. Les marchés de grande taille recèlent des possibilités d'emploi très variées pour ces travailleurs, dont les compétences sont souvent très spécialisées.

Les villes canadiennes ont obtenu de bons résultats comparativement aux villes américaines de taille similaire

Dans le cadre de l'étude, on a examiné la force relative de l'emploi en sciences et en génie dans les régions métropolitaines canadiennes en comparant ces dernières à des villes américaines de taille similaire. Dans l'ensemble, plusieurs centres urbains ont obtenu de bons résultats.

Parmi les 10 régions métropolitaines comptant plus de 4 millions d'habitants, Toronto s'est classée au 3^e rang à ce chapitre. Pour sa part, Montréal s'est classée 8^e parmi les 15 régions métropolitaines dont la population se situe entre 2 et 4 millions d'habitants.

Ottawa-Gatineau s'est classée 2^e parmi les 28 régions métropolitaines dont la population se situe entre 1 million et 2 millions d'habitants. Quant aux villes de Calgary et de Québec, elles étaient 2^e et 3^e respectivement, parmi les

43 régions métropolitaines dont la population se situe entre 500 000 et 999 999 habitants.

Victoria, Kitchener, Halifax, Oshawa, London et Windsor se trouvaient égales à ou au-dessus de la valeur médiane pour les régions métropolitaines ayant entre 250 000 et 499 999 habitants. St. John's, Guelph, Regina, Saint John, Kingston, Moncton et Saskatoon ont enregistré des proportions supérieures à la valeur médiane pour les régions métropolitaines ayant entre 100 000 et 249 999 habitants.

La proportion de l'emploi en sciences et en génie a doublé à Ottawa-Gatineau en l'espace de deux décennies

Entre 1981 et 2001, c'est dans la région d'Ottawa-Gatineau que l'on a enregistré la hausse la plus marquée de la proportion de l'emploi en sciences et en génie parmi les centres canadiens étudiés. Ces emplois représentaient 11,6 % de l'emploi total dans cette région en 2001, soit un pourcentage plus de deux fois supérieur à celui affiché en 1981 (5,2 %).

La région métropolitaine de Toronto occupait le deuxième rang, l'emploi en sciences et en génie passant de 3,2 % à 6,7 %, ce qui représente une hausse de 3,5 points de pourcentage. Montréal se classait troisième, la part des emplois en sciences et en génie y passant de 2,6 % à 5,5 %.

Les progressions les plus modestes ont été enregistrées à St. Catharines-Niagara, au Saguenay et dans le Grand Sudbury.

«Silicon Valley» : le Nord et le Sud

L'étude a révélé plusieurs différences entre la «Silicon Valley du Nord», Ottawa-Gatineau, et celle du Sud, San Jose.

Ottawa-Gatineau a enregistré la progression la plus forte de l'emploi en sciences et en génie entre 1981 et 2001. Ainsi, en 1981, l'emploi en sciences et en génie à Ottawa-Gatineau équivalait à 36 % de celui enregistré à San Jose. En 2001, cette proportion avait grimpé pour passer à 49 %.

La proportion d'emplois en sciences et en génie dans le secteur non commercial en 2001 était nettement plus élevée à Ottawa-Gatineau, ce qui reflète son statut de capitale nationale.

En 1981, 61 % de la main-d'oeuvre en sciences et en génie à Ottawa était dans le secteur non commercial, contre 6 % seulement à San Jose. En 2001, la part rattachée au secteur privé à Ottawa-Gatineau avait augmenté, et les deux tiers de la main-d'oeuvre en sciences et en génie faisaient partie du secteur des

entreprises. Par contre, la proportion de scientifiques et d'ingénieurs faisant partie du secteur des entreprises à San Jose demeurait nettement plus élevée.

Dans l'ensemble, la main-d'oeuvre en sciences et en génie à Ottawa–Gatineau comportait une proportion supérieure de spécialistes des technologies de l'information (informaticiens et ingénieurs en logiciels) qu'à San Jose. En effet, les spécialistes des technologies de l'information représentaient 71 % de la main-d'oeuvre en sciences et en génie à Ottawa–Gatineau en 2001, contre 60 % à San Jose.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3901.

Le document de recherche *L'économie canadienne en transition : Capacités d'innovation : Comparaison*

de l'emploi en sciences et en génie dans les villes canadiennes et américaines (11-622-MIF2006012, gratuit) est maintenant accessible sur notre site Web à la page *Nos produits et services*.

D'autres études portant sur l'innovation et l'utilisation des technologies de pointe peuvent être consultées gratuitement dans la série analytique *Mise à jour sur l'analyse économique* de notre site Web (11-623-XIF).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John R. Baldwin au (613) 951-8588, Division de l'analyse microéconomique. ■

Étude : Le revenu familial et le bien-être des enfants

1994 à 1998

Le bien-être des enfants semble presque toujours être associé au revenu du ménage de leur famille, selon une étude qui vient d'être publiée conjointement par Ressources humaines, Développement social Canada et le Programme des centres de données de recherche.

L'étude révèle qu'indépendamment de l'âge de l'enfant et de la façon dont le revenu du ménage est mesuré, le revenu plus élevé tend à être lié à un meilleur bien-être physique, socio-émotionnel, cognitif et comportemental des enfants.

L'étude est fondée sur des données de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes afin d'examiner les relations qui existent entre diverses mesures du revenu du ménage et un vaste éventail de caractéristiques physiques, socio-émotionnelles, cognitives et comportementales du bien-être de l'enfant.

L'étude a divisé un groupe d'enfants âgés de 4 à 15 ans en trois groupes, en l'occurrence la phase préscolaire/d'entrée à l'école, les premières années d'école et les premières années de l'adolescence, afin de prendre en compte les différentes étapes du développement de l'enfant.

Même si l'ampleur de l'association variait selon les caractéristiques du bien-être qui étaient utilisées, les enfants de familles à faible revenu présentaient de pires résultats que les enfants des ménages à revenu élevé. Cela restait valable pour les trois groupes d'âge.

L'étude montre que des augmentations du revenu du ménage restent toujours associées à un bien-être supérieur, même lorsque les enfants ne sont plus en situation de faible revenu. En fait, l'étude ne révèle pas un point à partir duquel un revenu élevé du ménage cesse d'être associé à un bien-être supérieur de l'enfant.

Toutefois, l'analyse n'a pu établir jusqu'à quel point la relation entre le revenu familial et le bien-être de l'enfant est une relation de cause à effet. Il est possible que le revenu puisse servir d'indice pour d'autres caractéristiques familiales ayant un effet sur les résultats de l'enfant.

Lorsque l'on considère la moyenne du revenu à long terme au fil du temps, on constate qu'il présente

invariablement les plus fortes associations avec les résultats de l'enfant, comparativement à l'utilisation du revenu actuel. Cela s'avère exact pour presque tous les types de résultats et tous les âges des enfants, ainsi que pour les enfants qui vivent avec un couple marié ou avec leur mère monoparentale.

D'un point de vue analytique, l'étude révèle également que le modèle de relation entre le revenu et les résultats de l'enfant peut différer pour l'ensemble des résultats des enfants les plus jeunes. Parfois, les résultats s'améliorent très rapidement, et d'autres fois plus lentement, à mesure que le revenu augmente.

Nota : Les données de cette étude proviennent des cycles 1 à 3 de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes. L'analyse a été effectuée au Centre de données de recherche de l'Atlantique à l'Université Dalhousie. Le Programme des centres de données de recherche fait partie d'une initiative de Statistique Canada, du Conseil de recherches en sciences humaines et d'un consortium d'universités et a pour objet de renforcer la capacité en recherche sociale du Canada. Il existe à l'heure actuelle 16 centres qui fonctionnent dans diverses universités.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4450.

Le document de recherche *Le revenu et les résultats des enfants* (11F0019MIF2006281) est maintenant accessible sur notre site Web à la page *Nos services et produits*.

D'autres études de la Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail peuvent être consultées gratuitement à la page *Mise à jour des études analytiques* de notre site Web (11-015-XIF, gratuite).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Michelle Simard au (613) 951-3321 (*des@statcan.ca*), Division des méthodes d'enquête spéciales.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet du Programme des centres de données de recherche, communiquez avec Gustave Goldmann au (613) 951-1472, Programme des centres de données de recherche. ■

Indice des prix des logiciels commerciaux

Mars 2006

L'Indice des prix des logiciels commerciaux (IPLC) est une série mensuelle qui mesure l'évolution du prix d'achat des logiciels préemballés généralement achetés par les entreprises et les administrations publiques.

L'IPLC (2001=100) de mars était de 69,0, en hausse de 0,4 % comparativement à février.

Cet indice est disponible à l'échelle du Canada seulement.

Données stockées dans CANSIM : tableau 331-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5068.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 ou composez sans frais le 1 866 230-2248 (infounit@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Fred Barzyk au (613) 951-2493 (fred.barzyk@statcan.ca), Division des prix. ■

Liste intérimaire des changements de limites, de statut et de nom des municipalités

Du 2 janvier 2005 au 1^{er} janvier 2006

Le rapport *Liste intérimaire des changements aux limites municipales, statut et noms*, diffusé aujourd'hui, fournit un sommaire des changements apportés aux limites, au statut et au nom des municipalités pour la période allant du 2 janvier 2005 au 1^{er} janvier 2006. Les changements municipaux ont été traités par la Division de la géographie selon l'information fournie par les provinces et les territoires.

La publication *Liste intérimaire des changements aux limites municipales, statut et noms* (92F0009XIB, gratuite), qui est publiée annuellement, est maintenant accessible sur notre site Web à partir de la page *Nos produits et services*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Service Info-GÉO au (613) 951-3889 (geohelp@statcan.ca), Division de la géographie. ■

Nouveaux produits

Direction des études analytiques : documents de recherche : Le revenu et les résultats des enfants, n° 281
Numéro au catalogue : 11F0019MIF2006281
(gratuit).

L'observateur économique canadien, mai 2006,
vol. 19, n° 5
Numéro au catalogue : 11-010-XIB
(gratuit).

L'économie canadienne en transition : Capacités d'innovation : Comparaison de l'emploi en sciences et en génie dans les villes canadiennes et américaines, n° 12
Numéro au catalogue : 11-622-MIF2006012
(gratuit).

Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique, documents de travail : Caractéristiques des entreprises en croissance, 2004-2005, n° 3
Numéro au catalogue : 88F0006XIF2006003
(gratuit).

Liste intérimaire des changements aux limites municipales, statut et noms (produits de la géographie : produits de référence géographique), 2005-2006
Numéro au catalogue : 92F0009XIB
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1 877 287-4369**


Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (mai 11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-31)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 8 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les anticipations à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.